



Communiqué FSU (SNES, SNEP, SNUEP, SNETAP), CGT (Educ'Action, agri, enseignement privé), Solidaires (SUD éducation, SUD rural-territoires, Sundep), SNALC, CNT, SYNEP-CFE-CGC, Snec-CFTC avec le soutien des Stylos rouges, de la Chaîne des Bahuts et de l'APSES

Après la forte mobilisation du 17 juin, les assemblées générales ont décidé de la poursuite des actions sous diverses formes (reconduction de la grève des surveillances, rétentions des notes du baccalauréat, refus collectifs de la fonction de professeur principal pour l'année prochaine...). Les organisations syndicales représentatives du public et du privé, de l'enseignement agricole ainsi que les Stylos rouges, la Chaîne des Bahuts soutiennent ces mouvements.

Elles continuent d'appeler les personnels à se réunir en assemblées générales pour décider collectivement des modalités d'action, pour :

- une revalorisation significative des rémunérations ;
- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- le retrait de la loi Blanquer et du projet de loi « Fonction publique » ;
- des créations et non des suppressions de postes (36 000 élèves en plus, 2650 postes en moins à la rentrée prochaine dans le Second degré).

Des préavis de grève sont déposés à cet effet sur toute la période des examens et concours.

Elles appellent à faire du jeudi 27 juin un nouveau temps fort par la grève des surveillances du brevet des collèges et la participation aux rassemblements. Cette journée d'action s'inscrit en convergence de la journée interfédérale contre la loi Fonction publique et pour la revalorisation des salaires.

Paris, jeudi 20 juin 2019



« QUAND ON VEUT TUER SON CHIEN, ON DIT QU'IL A LA RAGE » OU COMMENT ACHEVER LES SERVICES PUBLICS

Vous vous dites que la Fonction Publique dysfonctionne déjà ?

5h d'attente aux urgences : on a le temps de mourir

Cela fait 2 mois que la prof d'espagnol n'est pas remplacée

J'arrive au service des cartes grises de la préfecture : il n'y a plus d'accueil... dorénavant, connecte-toi !

L'année prochaine, le renseignement donné par l'agent-e des Finances Publiques sera fait par la Poste et me coûtera 30 euros

Tiens, je ne reçois mon courrier que tous les 3 jours ! C'est normal ?

L'eau n'est plus régie par la collectivité : elle est maintenant plus chère

La maternité a fermé : 50 bornes à faire pour accoucher ailleurs que dans ma voiture

Vous avez raison : cela fait 30 ans que les politiques s'enchaînent pour détruire peu à peu la Fonction Publique. Et Macron s'apprête à donner le coup de grâce avec sa réforme «transformation de la Fonction Publique ».

Ce que seraient des services publics dignes de ce nom :

- >des services de proximité, présents même dans les territoires ruraux : poste, hôpital, écoles...
- >un égal traitement de chaque usager-e, riche ou pas !
- >des tarifs avantageux, voire la gratuité
- >des agent-es formé-es capables de répondre à mes demandes
- >la capacité à protéger les plus faibles

Pour cela, il faut :

- >ouvrir des agences, des classes, des écoles, des services hospitaliers...
- >des investissements pour les rendre accessibles
- >des personnels recrutés, formés, assez nombreux,

Les Services Publics selon Macron et son monde :

Ça ne fait pas rêver...

>le numérique pour remplacer l'accueil physique des usager-es

Mais c'est oublier un peu vite la **fracture numérique** (les territoires ruraux ne sont pas tous connectés) et la **fracture sociale** (s'équiper d'un ordinateur et d'Internet coûte cher). Le but, sous couvert de modernité : détruire la cohésion sociale, empêcher les revendications collectives.

>la fusion, la mutalisation des services

On ferme des services hospitaliers pour n'en garder qu'un seul sur un territoire. On ferme des écoles et on fait des moyennes de nombre d'élèves sur une grosse école. C'est souvent une **moins bonne qualité de service et beaucoup plus de trajet pour les malades, les élèves, les familles, les personnels.**

>l'externalisation, la privatisation de services

Le service qui sera confié au secteur privé n'a plus pour objectif la qualité mais le rendement : **le service devra rapporter de l'argent à l'entreprise qui remporte le marché.**

>la fin du statut de fonctionnaire

Vous vous dites que les fonctionnaires ont des privilèges, voire sont des feignasses ! Pourtant, après un recrutement sur concours (donc moins de discriminations à l'embauche) et une formation, leur affectation se fait sur un territoire afin d'assurer l'égalité de traitement, au service non pas d'une grosse entreprise (qui veut du profit : tout acte tarifé, personnels moins qualifiés sous payés) mais à celui de l'intérêt général (neutralité des agent-es).

Avez-vous remarqué que, depuis des années qu'on supprime des postes de fonctionnaires remplacés par des contractuel-les, nos impôts n'avaient absolument pas baissé ?

Enfinement : quel-le professeur-e contractuel-le acceptera d'aller enseigner dans un établissement rural, à plus de 100 km de son domicile, compte tenu des conditions de travail ? Aucun-e...

Et la prof d'espagnol ne sera toujours pas remplacée....

TOUTES CES RÉFORMES NE VISENT QU'À NOUS ENLEVER TOUT CE QUE NOUS AVONS CONQUIS, QU'À DETRUIRE NOTRE SYSTÈME SOCIAL, TOUT CELA AU BÉNÉFICE DES CAPITALISTES.

ALORS

JE ME MOBILISE POUR MES SERVICES PUBLICS.